



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2010

CONTENU

Politique commerciale américaine

Promotion des exportations : Les PME mieux représentées au USTR..... 1
Révision des TBI : Les groupes d'intérêts industriels et commerciaux inquiets 2

Relations commerciales

É.-U./Taiwan : Les tensions montent autour du conflit sur le bœuf 3

Études économiques et articles connexes 4

Politique commerciale américaine

Promotion des exportations : Les PME mieux représentées au USTR

Le Bureau du Représentant américain au commerce (USTR) a annoncé le 21 janvier qu'une nouvelle charge d'assistant-Représentant au commerce (AUSTR) pour les petites et moyennes entreprises (PME) serait créée. L'AUSTR Jim Sanford, déjà responsable des dossiers de l'accès aux marchés d'exportation et de la compétitivité industrielle, sera chargé du nouveau mandat. Sanford aura la tâche de s'assurer que les initiatives du USTR sont compatibles avec les intérêts des PME exportatrices afin de favoriser la création d'emplois. Cette annonce s'est tenue dans le cadre de la conférence « Jobs on Main Street, Customers around the World: A Positive Trade Agenda for US Small - and Medium - Sized Enterprises » qui se tenait à l'Institut Peterson, dans le cadre plus large d'une semaine de sensibilisation menée par l'USTR, afin de favoriser l'intégration des PME dans la formulation de la politique commerciale américaine.

Cette annonce est une réponse directe aux pressions de la Représentante Olympia Snowe (R-ME), « membre haut placé » du Comité sur les petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs, qui s'était brièvement opposée aux projets de loi renouvelant les programmes commerciaux préférentiels à la fin de la dernière session du Sénat en échange de l'appui du président du Comité sénatorial pour les finances, Max Baucus (D-MT), à la création d'un nouveau poste d'AUSTR chargé de représenter les intérêts des PME (voir la [Chronique commerciale américaine du 13 janvier 2010](#)). L'ajout de ces fonctions à un poste d'AUSTR déjà existant apparaît donc comme un compromis, afin de limiter l'expansion bureaucratique associée à la création d'un tout nouveau poste d'AUSTR en plus d'être compatible avec le projet d'ensemble visant à favoriser davantage les intérêts des PME au sein du USTR tel qu'annoncé par le Représentant américain au commerce, Ron Kirk, en octobre 2009.

Pour consulter le compte rendu de la conférence « Jobs on Main Street, Customers around the World: A Positive Trade Agenda for US Small - and Medium - Sized Enterprises » et le discours d'ouverture de Ron Kirk, voir, en ligne : Peterson Institute for international economics http://www.iie.com/events/event_detail.cfm?EventID=138

Sources : USTR, « USTR Announces Designation of Assistant United States Trade Representative for Small Business, Market Access, and Industrial Competitiveness », *Press Releases*, 21 janvier 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/january/ustr-announces-designation-assistant-united-states>. « USTR Adds Small Business Portfolio To Existing AUSTR Position », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 3 - 22 janvier 2010, p. 13.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2010

Révision des TBI : Les groupes d'intérêts industriels et commerciaux inquiets

Dans une lettre envoyée cette semaine au Président américain Barack Obama et aux principaux fonctionnaires chargés de la politique étrangère américaine, 21 groupes d'intérêts industriels et commerciaux importants ont protesté contre les réformes proposées au modèle type de traité bilatéral d'investissement (TBI) par certains démocrates ainsi que par de nombreux syndicats et groupes environnementaux. Cette démarche s'inscrit dans une tentative de dernière minute afin d'orienter le processus de révision du modèle de TBI entamé en mars 2009 par l'Administration Obama et qui tire à sa fin.

Les principaux changements proposés par les réformistes portent sur quatre points, soit : limiter aux pratiques reconnues par le droit international les recours judiciaires accessibles aux investisseurs lorsque des actions du gouvernement hôte portent préjudice à leurs intérêts; assouplir les règles permettant aux gouvernements de contourner leurs obligations en vertu d'un TBI afin de protéger la santé publique, incluant des règles permettant l'utilisation de médicaments génériques; accroître les responsabilités des contractants aux TBI en matière de respect des normes environnementales et des normes du travail. Les signataires de la lettre soutiennent que de tels changements au modèle de TBI actuel seraient dommageables à l'économie américaine. Notamment, ils seraient un obstacle à la signature de nouveaux TBI avec de grands partenaires asiatiques comme l'Inde ou la Chine, peu enclins à se conformer à des normes environnementales ou du travail élevées. Or, une diminution des recours judiciaires disponibles aux entreprises envers les gouvernements et l'assouplissement des règles sur la propriété intellectuelle seraient susceptibles de réduire le niveau des investissements directs étrangers américains générateurs de croissance. Plus encore, ces changements fourniraient un avantage comparatif aux autres États signataires de TBI qui incluent de meilleures protections pour les investisseurs et diminueraient proportionnellement les parts de marchés des entreprises américaines à l'étranger.

Les signataires de la lettre proposent plutôt que la politique gouvernementale en matière d'investissement permette une pénétration maximale des marchés étrangers par les entreprises américaines en favorisant la signature d'un grand nombre de TBI. Pour ce faire, le modèle de TBI américain doit être concurrentiel et favoriser la protection maximale du droit des investisseurs. Ils défendent l'idée qu'une telle démarche permettrait dans les faits une amélioration des normes environnementales et des normes du travail, les entreprises américaines appliquant des standards en la matière supérieurs aux normes mondiales.

« L'ajout de normes du travail et de normes environnementales au modèle de TBI actuel [...] mettra en péril la capacité des États-Unis à conclure des TBI avec des partenaires importants comme la Chine et l'Inde, alors que nos compétiteurs gagneront de nouvelles opportunités et des avantages qui ne sont pas accessibles aux investisseurs américains. »

– 21 groupes d'intérêts industriels et commerciaux, Lettre à Barack Obama, 19 janvier 2009.

Sources : « Business Groups Urge Obama To Resist Weakening Of Model BIT Terms », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 3 - 22 janvier 2010, p. 1, 17-20.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2010

Relations commerciales

É.-U./Taiwan : Les tensions montent autour du conflit sur le bœuf

Le Bureau du Représentant américain au commerce (USTR) a annoncé la suspension des pourparlers commerciaux associés au Cadre sur l'investissement et sur le commerce (TIFA) avec Taiwan jusqu'à nouvel ordre afin d'accentuer la pression diplomatique sur l'État d'Asie de l'Est. Cette décision fait suite à un vote survenu au Yuan législatif, la chambre des députés taïwanaise, le 5 janvier dernier, qui modifiait une loi sur la sécurité alimentaire en

interdisant les importations d'abats bovins et de viande hachée en provenance des États-Unis, et ce, en contradiction d'un Accord bilatéral entre les parties signé le 22 octobre 2009. Cet Accord mettait fin à six ans d'embargo total sur les produits du bœuf américain suite à la découverte de nombreux cas de contamination d'élevages bovins à l'encéphalopathie spongiforme bovine dans l'État de Washington en 2003 (crise de la vache folle). Cet Accord était le fruit de longs efforts de la part des États-Unis afin d'encourager Taiwan à reconnaître la conformité américaine aux normes de production bovine émises par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'organisation internationale fixant les standards en la matière reconnue par l'OMC.

Cette affaire en apparence banale est en train de se développer en incident diplomatique alors que de plus en plus de voix s'élèvent aux États-Unis pour condamner l'embargo taïwanais. Le président du Comité sénatorial pour les Finances, Max Baucus (D-MT), Sénateur de l'État ayant la plus grande production bovine aux États-Unis, a écrit personnellement au président taïwanais, Ma Ying-jeou, afin de lui faire part de son mécontentement. Il a été appuyé publiquement peu après par le « membre haut placé » du même comité, Chuck Grassley (R-IA). Cette semaine, un groupe bipartisan du Comité des voies et moyens et du sous-comité sur le commerce a écrit au Représentant américain au commerce pour signaler leur opposition à la loi taïwanaise et leur appui à la suspension des pourparlers dans le cadre du TIFA.

Rappelons que Taiwan est le 8^e partenaire commercial des États-Unis et le 6^e importateur mondial de produits agricoles américains. Avant la crise de la vache folle en 2003, les États-Unis exportaient 6 à 7 % de leur production bovine destinée l'étranger vers Taiwan. Taiwan est aussi un important importateur de produits de haute technologie et de fournitures militaires. Des représentants de cette industrie craignent d'ailleurs que le froid diplomatique sur les produits bovins puisse limiter la croissance de leurs exportations vers Taiwan.

Pour consulter l'annonce conjointe du USTR et de l'USDA, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2009/december/joint-statement-ustr-usda-proposed-passage-amendm>

« Cette action entache la crédibilité de Taiwan comme partenaire commercial et affectera notre capacité à conclure dans le futur des accords qui renforceront nos liens économiques et commerciaux bilatéraux. »

– Demetrios Marantis, adjoint du Représentant américain au commerce et Jim Miller, sous-secrétaire au Département de l'agriculture, Joint Statement from USTR and USDA, 5 janvier 2010.

« Le vote du 5 janvier 2010 au Yuan législatif aura non seulement un effet significatif sur les exportations de produits bovins à Taiwan, il a des implications plus larges pour les relations commerciales taïwano-américaines. »

– Lettre du Comité des voies et moyens à Ron Kirk, 20 janvier 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 26 janvier 2010

Pour consulter la lettre du Comité des voies et moyens, voir : Committee on Ways and Means
<http://waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=10956>

Sources : « USTR Pushes Taiwan To Reverse Beef Trade Curbs, Explores WTO Action », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 3 - 22 janvier 2010, p. 1, 4-5. Reuters, « US lawmakers urge tough line against Taiwan on beef », *Bilaterals.org*, 22 janvier 2010, en ligne : *Bilaterals.org* http://www.bilaterals.org/spip.php?page=print&id_article=16651&lang=en. Natalie Tso, « Will Beef Derail U.S.-Taiwan Trade Relations? », *Time*, 8 janvier 2010, en ligne : *Time* <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1952483,00.html>.

Études économiques et articles connexes

Mauricio Cárdenas, « Obama and the Hemispheric Partnership: A Missed Opportunity? », Washington D.C.: Brookings Institution, 21 janvier 2010, en ligne : Brookings Institution http://www.brookings.edu/opinions/2010/0120_obama_cardenas.aspx?p=1

Peterson Perspectives Interviews on Current Topics, « How the United States Can Become an Export Giant? », Washington D.C.: Peterson Institute for international economics, 13 janvier 2010, en ligne : Peterson Institute for international economics <http://www.piie.com/publications/interviews/interview.cfm?ResearchID=1466>

Associated Press, « CFTC proposing oil-trade limits », *Politico*, 15 janvier 2010, en ligne : Politico <http://www.politico.com/news/stories/0110/31550.html>

Anders Aslund, « Does Russia Belong in the BRICs? », *Op-ed*, Washington D.C.: Peterson Institute for international economics, 19 janvier 2010, en ligne : Peterson Institute for international economics <http://www.iie.com/publications/opeds/print.cfm?researchid=1469&doc=pub>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

